

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

AVIGNON, le 11 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



SERRE FRERES ET CIE

Quartier Saint Jacques
84560 MENERBES

Références : D-0519-2022
Code AIOT : 0006402060

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2022 dans l'établissement SERRE FRERES ET CIE implanté au lieu-dit "Les Garrigues de Saint Pantaléon" 84220 GORDES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'arrêté d'autorisation du 26 mars 2020 impose la réalisation de mesure des niveaux sonores dans les trois mois suivants la mise en service de la carrière. Cette mise en service ayant été notifiée par l'exploitant par courrier du 19 juillet 2022 à compter du 5 septembre 2022, une mesure des niveaux sonores a été réalisée le 21 septembre 2021, dans les conditions précisées lors des comités de suivi du 22 mars 2021 et du 11 mars 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERRE FRERES ET CIE
- Les Garrigues de Saint Pantaléon 84220 GORDES
- Code AIOT : 0006402060
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La société SERRE Frères et Cie, dont le siège social est situé quartier Saint Jacques à Ménerbes (84 560), est autorisée à exploiter une carrière implantée au lieu-dit " les Garrigues de Saint Pantaléon " sur la commune de Gordes (84 220). Cette carrière est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 26 mars 2020, pour une durée de 22 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mesure des niveaux sonores ;
- dispositions prises afin de limiter les nuisances sonores.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 7.2.4	/	Sans objet
2	- Aménagements	Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 7.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 21 septembre 2022, relative au contrôle des niveaux sonores et des aménagements visant à les limiter, n'a pas conduit l'inspecteur de l'environnement à relever de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures périodiques des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 7.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée trois mois au maximum après la mise en service de l'installation sous condition de période d'extraction prévue à l'article 2.3.4.2, puis tous les ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Dans tous les cas, les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.</p>
<p>Constats : Une mesure des niveaux sonores a été réalisée sur le site de la carrière le 21 septembre 2022. Cette mesure, réalisée par l'organisme proposé par l'association FNE lors du comité de suivi de la carrière du 22/03/2021, a été réalisée en présence de l'exploitant, d'un huissier de justice mandaté par ce dernier, d'un représentant des riverains membre de l'association PGE, ainsi que de l'inspecteur de l'environnement de la DREAL.</p> <p>L'organisme a établi un rapport référencé ST_st-FR1397-RP2022-0144.docx, daté du 6 octobre 2022, montrant que les valeurs limites, imposées par l'arrêté préfectoral de la carrière du 26 mars 2020, sont respectées pour l'ensemble des points de mesures retenus en limite de propriété ou en zone à émergence réglementée (4 points en limite et 6 points en ZER) :</p>

Niveaux de bruit en limite de propriété¹ relevés lors du fonctionnement de la carrière en période de jour :

PERIODE DE JOUR	Points de mesure	Fonctionnement	L _{Aeq} [dBA]	Limite admissible [dBA]
	LP1	Taillerie + carrière	42,0	70
		Carrière seule	35,0	
	LP2	Carrière seule	41,0	
	LP3	Taillerie + carrière	63,5	
	LP4	Taillerie + carrière	54,5	
		Carrière seule	54,0	

Tableau 2 - Niveaux de bruit ambiant mesurés en limite de propriété en période de jour

	Emergences sonores - Période de jour			
	Carrière seule (ICPE)			
	Niveau de bruit résiduel jour (dBA)	Niveau de bruit ambiant jour (dBA)	Emergence calculée (dBA)	Emergence autorisée (dBA)
ZER1	36,0	34,0	-2,0	6
ZER2	34,0	35,5	1,5	6
ZER3	34,5	39,0	4,5	6
ZER4	38,0	40,0	2,0	6
ZER5	33,0	31,0	-2,0	6
ZER6	37,5	37,5	0,0	6

Tableau 9 : émergences sonores calculées chez les riverains de la carrière en période de jour

Nota : des mesures des niveaux sonores ont également été réalisées, conformément aux engagements pris à l'issue du dernier comité de suivi de la carrière du 11/03/2022, afin d'évaluer l'impact sonore des activités de la taillerie, bien que cette dernière ne soit pas soumise aux dispositions de la réglementation ICPE.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : - Aménagements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 7.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, - Aménagements

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V — titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou

en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Constats : L'exploitant a mis en place les aménagements suivants, afin de limiter les émissions sonores issues des activités de la carrière :

- des cordons de blocs de pierre le long des limites est et ouest du site ;
- un cordon de blocs de pierre et des merlons autour de la zone en cours d'extraction ;
- des cordons de blocs de pierre à proximité de la zone de travail de la pelle mécanique équipée du brise roche.





Par ailleurs, les engins du site ont été équipés de dispositif d'avertissement de type "cri du lynx", en remplacement des "bips" de recul standards (nota : le chargeur du site étant en panne le 21 septembre 2022, l'exploitant a fait appel à un chargeur provenant d'une autre carrière équipé d'un bip de recul standard).

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet